



VOTE JURASSIEN DU 24 NOVEMBRE

MOUTIER AU CŒUR DES CRISPATIONS

La campagne s'anime dans la dernière ligne droite. Partisans et opposants se livre à une guerre des affiches. Reportage dans ce fief des autonomistes qui comptent sur le projet jurassien pour mieux défendre leurs intérêts.

THIERRY JACOLET

La Question jurassienne, c'est aussi ça: quelle est l'espérance de vie à Moutier des affiches UDC contre le vote du 24 novembre? «Un jour, voire deux s'il pleut», claque Patrick Tobler, 29 ans. Autant dire que le crachin matinal tombe bien en ce milieu de semaine pour le président de la section locale du parti agrarien. Quelques heures plus tôt, il est passé à l'action avec d'autres opposants. «On a posé les affiches à 6h, on les remet à chaque fois par-dessus celles des séparatistes. Ils font pareil. C'est de bonne guerre. Il n'y a jamais d'accrochage.»

Difficile de faire campagne à Moutier contre un processus visant à créer un nouveau canton entre le Jura et le Jura bernois. Si le «non» a repris le dessus ce jour-là sur les murs, les bornes électriques et les panneaux, ces affiches ne trompent personne: le projet soumis à la population des deux régions le 24 novembre prochain séduit une grande partie des 7600 habitants. Ils veulent prendre leur destin en main et le sceller avec le canton qui est à leurs portes.

«Défendre nos intérêts»

«Il faut qu'on puisse mieux défendre nos intérêts», décoche Sarah Ryf, en tenant la main à son enfant à l'entrée d'un commerce. Un refrain qui sera repris par les rares passants rencontrés qui s'aventurent dans la grisaille. «Cette votation n'est pas une question d'être Jurassien, mais de créer un canton plus grand et plus fort. On n'a pas assez notre mot à dire avec Berne.» Dans la vie quotidienne, cette Prévôtoise de 33 ans penche naturellement vers le Jura. «Quand je fais les passeports par exemple, je vais à Courtelary plutôt qu'à Bienna. Je fais mes courses à Delémont.»

Laure aussi enjambe chaque jour la frontière: elle habite Châtillon (JU), à 12 km de Moutier, son lieu de travail. Son cœur balance à l'heure du vote. «Mais il est vrai qu'un «oui» changerait pas mal de choses au niveau économie. J'aurais un meilleur salaire dans le Jura par exemple», concède cette maîtresse d'école qui préfère parler sous anonymat. Le sujet reste sensible dans la commune aux mains des autonomistes. Voire tabou. «On n'en parle pas en famille.»

Réalité économique

La Question jurassienne n'enflamme pourtant plus les habitants comme dans les années 1970. Finis les attentats, les coups bas, les confrontations, les intimidations. Même si elle s'anime dans la dernière ligne droite, la campagne reste discrète dans la rue et se déroule dans un cli-

mat apaisé. «La création en 1994 de l'Assemblée interjurassienne a calmé les esprits», confirme Georges Monnerat, ancien militant et autonomiste dans l'âme. «Cela n'a plus rien à voir avec ce qui s'est passé avant.»

L'eau de la Birse a coulé sous les ponts prévôtois depuis, mais les «anciens combattants» n'ont pas changé de bord. «Je voterai oui comme lors des plébiscites de 1974 et 1975», assure le retraité. «Avant c'était plus une question d'origine, de confession, maintenant, c'est davantage lié à l'économie et au besoin d'un pouvoir de décision. Quand le canton de Berne fait des économies, c'est dans les régions périphériques qu'il coupe.»

Un exemple? Le Grand Conseil bernois propose de remplacer le train par le bus sur les tronçons Tavannes-Tramelan (CJ) et Moutier-Gänsbrunnen (BLS) notamment dès 2016. «C'est dommage», poursuit

Georges Monnerat. «Berne devrait plus nous défendre, mais il s'en fiche d'ici.»

«Le canton de Berne doit plus nous défendre, mais il s'en fiche d'ici»

GEORGES MONNERAT

Le vote identitaire a été rattrapé par la réalité économique. Ce qui peut expliquer le désintérêt des jeunes, à entendre Julien Berthold, président du mouvement de jeunes Le Rauraque. «Ils se sentent moins concernés, même si autour de Moutier, il y a pas mal de mobilisation de leur part.» La jeunesse a d'autres chats à fouetter entre la formation, l'emploi, le logement, les sorties...

«Pourtant, il y a des décisions de Berne qui nous échappent et qui ont des réper-

cussions sur eux», nuance Julien Berthold. «Mais certains ne s'en rendent pas compte.» Ainsi Samuel Bonjour, 21 ans. Ce stagiaire dans une école infantine n'ira pas aux urnes. «Ce vote reste assez éloigné de moi. Cela ne changera rien à mon quotidien.»

Vraiment? Assis au bar du café L'Indus, Patrick Tobler déroule l'argumentaire des opposants: «Ce serait une catastrophe pour les emplois. Les impôts et l'assurance-maladie augmenteraient. L'hôpital de Moutier serait restructuré.» Pour le président de l'UDC locale, «le Jura bernois et ses entreprises ont intérêt à rester dans canton fort économiquement comme Berne». Pourtant, Tornos, le fabricant de machines-outils qui l'emploie de l'autre côté de la route, a licencié 177 personnes en décembre 2012. Une société qui s'enfonce dans les chiffres rouges. I



Après le passage de l'UDC, le «non» au vote jurassien a repris le dessus dans la guerre des affiches à Moutier. La ville penche toutefois pour le «oui». TJ

À COURT, C'EST ÉLECTRIQUE

«Je me suis fait traiter de tous les noms récemment par deux clients pro-bernois qui n'acceptaient pas que je ne sois pas de leur avis!» De l'autre côté des gorges de Moutier, à Court, la Question jurassienne fait encore des étincelles, comme en témoigne Maeva Capt, serveuse dans un restaurant de la place. La patronne intervient pour demander de ne pas faire paraître le nom de son établissement, ancien stamm pro-bernois, par crainte de perdre des clients. Séparatistes et opposants boycottent encore certains établissements publics. Le vote passionné autant qu'il divise les 1400 habitants. «Ce qui est frappant, c'est que cela remue surtout les personnes de 60 ans et plus», relève le chef d'une entreprise de construction. «Il y a des cicatrices non refermées chez les aînés. Alors que les jeunes s'en fichent.» Cet antiséparatiste qui souhaite garder l'anonymat ne veut pas tenter l'aventure avec le Jura en raison des coûts qu'entraînerait pour sa boîte un changement de canton. «Rien qu'au niveau administratif, je dois changer les plaques des véhicules, les impôts augmenteraient. C'est lourd.»

Maeva Capt a une vision plus régionale. «Notre vallée de Tavannes est en train de mourir», peste-t-elle. «Regardez dans le Jura, comme Delémont et Courtételle se développent! Ici, les magasins ferment. La vie quotidienne est plus facile là-bas.» Autant dire qu'elle votera «oui». Un «cadeau» symbolique, dix jours après avoir eu 18 ans. TJ

«Seul le vote populaire peut régler la Question»

L'ancien conseiller aux Etats Dick Marty (PHOTO KEYSTONE) a un petit faible pour les dossiers explosifs: prisons secrètes de la CIA, trafics d'organes au Kosovo, violences dans le Caucase du Nord... Il a été servi avec la Question jurassienne. C'est lui qui préside depuis 2010 l'Assemblée interjurassienne (AIJ). Constituée en 1994, elle est chargée d'encourager le dialogue entre les deux cantons et de proposer des pistes pour résoudre définitivement le problème.

Pourquoi la Question jurassienne a-t-elle été remise sur la table?

Dick Marty: Nous nous sommes rendus compte qu'après les plébiscites des années 1970 et la création du canton du Jura en 1979, cette question n'était pas résolue. Il y a eu la votation du Laufen en 1983 qui a été annulée par le Tribunal fédéral en raison de l'affaire des caisses noires. En 1993, un jeune auto-

miste a sauté sur une bombe. La Commission Widmer, nommée par le Conseil fédéral, constate d'autre part que la Question jurassienne est dans l'impasse. Tous ces faits ont poussé la Confédération à intervenir. Avec les deux gouvernements, il a été décidé de créer l'AIJ.

Comment s'est déroulé le dialogue entre les deux gouvernements?

Il a été d'excellente qualité. Les deux parties se sont rendu compte qu'elles avaient beaucoup de problèmes en commun. L'autre but était d'imaginer des solutions pour résoudre la Question jurassienne. Le rapport a été remis en 2009 et la balle est passée dans le camp des deux gouvernements. Ils ont ainsi tenu un certain nombre de séances, auxquelles j'ai été invité à prendre part. Elles ont abouti à la déclaration d'intention rendue publique en février 2012. Elle définit le processus qui devrait à la



fin mettre un point final à la Question jurassienne.

Vous croyez vraiment qu'on pourra la régler une fois pour toutes?

Oui, mais il faut être au clair sur le sens de ces mots. Les deux gouvernements reconnaissent expressément qu'au terme du

processus décrit dans la déclaration d'intention ils considéreront la Question jurassienne comme résolue. Cela veut dire que la Confédération se retire, que l'AIJ sera dissoute et que les rapports entre les deux cantons retourneront à la normalité. Autrement dit, ils dialogueront comme deux cantons voisins. Aujourd'hui le climat n'est plus celui des années 1970. J'ai assisté à des débats dans plusieurs communes et les gens étaient très ouverts et respectueux des idées des autres. Pareil entre les deux gouvernements: la qualité du dialogue témoigne d'une excellente culture politique.

Vous y voyez une leçon de démocratie?

Jusqu'à présent, c'est exemplaire. Il y a une fierté de voir comment la démocratie fonctionne dans ce pays. Peut-être parce que j'ai été dans des coins du monde où elle ne marche pas... Plusieurs déléga-

tions de l'étranger (Liban, Bosnie, Europe de l'est) sont venues se renseigner. Les Jurassiens ont la possibilité de donner une leçon remarquable aux Suisses en matière de participation démocratique.

Il était plus judicieux selon vous de donner la parole à la base?

Pour l'AIJ, il était important que le peuple puisse s'exprimer. C'est la seule façon d'apaiser les esprits et de régler la Question jurassienne.

Comment imaginez-vous l'avenir du Jura bernois s'il reste dans le canton de Berne?

Difficile à dire. Plus haute sera la part des «oui», plus le message adressé aux autorités bernoises sera fort pour dire qu'il y a des choses qui ne marchent pas. Mais Berne a de grandes régions comme l'Oberland ou l'Emmental et il doit faire aussi la balance entre elles.

PROPOS RECUEILLIS PAR TJ